

> décembre 2025, page 22, en kiosques

LA RÉVOLUTION DEMEURE-T-ELLE UNE RÉFÉRENCE ?

Les amnésies de la vie politique française

Du parc à thème le Puy du Fou, créé par M. Philippe de Villiers, au spectacle « Murmures de la cité » de Moulins, financé par le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, l'extrême droite diffuse une vision conservatrice de l'histoire, avec l'appui de médias tels que CNews. Les pouvoirs publics et la classe politique abandonnent le récit national à des courants contre-révolutionnaires et anti-Lumières.

PAR ANNE-CÉCILE ROBERT

PARIS, 12 janvier 2010. L'Assemblée nationale au grand complet rend hommage à Philippe Séguin, figure majeure de la vie parlementaire, récemment décédé. Son président, M. Bernard Accoyer, s'attarde sur l'une des qualités du défunt : son intérêt pour *« l'histoire, cette autre discipline qu'il aimait au plus haut point et dans laquelle il s'illustra avec brio »*. Et d'ajouter : *« Comment oublier que cet authentique républicain, rompant avec la tradition héritière de Victor Hugo, entreprit de réhabiliter la mémoire de Napoléon III, substituant au personnage caricatural de Badinguet la vision d'un empereur moderniste et soucieux du bien commun, qui équipa et enrichit la France ? »* Avec une simplicité déconcertante, le président de l'Assemblée nationale lave ainsi l'opprobre qui couvrait jusqu'alors au Palais-Bourbon le coup d'État du 2 décembre 1851. Ce putsch supprima le Parlement, déporta et tua des milliers d'opposants, et précéda l'avènement d'un Second Empire policier et affairiste. L'admiration de M. Accoyer va jusqu'à créditer Séguin d'avoir donné tort à Hugo, député contraint, à partir de 1851, à dix-neuf ans d'exil. Plus extraordinaire encore : cette réhabilitation inouïe du criminel au détriment de son accusateur n'a pas, ni ce jour-là ni les suivants, suscité de réaction sur les bancs de la gauche, où siègent traditionnellement depuis 1789 les partisans de la République (radicaux, socialistes, etc.).

Le temps n'est pourtant pas si éloigné où le souvenir du 2-Décembre s'invitait régulièrement dans les joutes politiques françaises pour délégitimer les dérives oppressives et les tentations césaristes venues de la droite. Réciproquement, la figure d'Hugo, dont le recueil de poèmes *Les Châtiments*, écrit en exil, entretenait le souvenir du douloureux combat des républicains pourchassés, faisait l'objet d'un consensus.

Loin d'être anecdotique, cette séance de l'Assemblée nationale n'est qu'un exemple d'une vie politique de plus en plus coupée de l'histoire nationale. Certaines personnalités, comme le député socialiste Jean Jaurès ou le général Charles de Gaulle (1), n'échappent à l'oubli que pour voir leur héritage anéanti par des lectures partielles et partiales, les réduisant in fine à

des personnages de folklore. On détecte même chez certains une sorte d'esthétique du reniement : ainsi chez ces « gaullistes » qui, en 2005, chantaient *La Marseillaise* au pied de la statue du général sur les Champs-Élysées pour exprimer leur soutien à un traité constitutionnel européen qui aurait pourtant neutralisé la Constitution du 4 octobre 1958. Ainsi chez ces Jeunes Socialistes qui, sur la célèbre photographie de Jaurès au Pré-Saint-Gervais, substituent le drapeau européen au drapeau rouge, manière de faire voter le tribun socialiste assassiné pour un projet de plus en plus autoritaire et antisocial lors des élections européennes de 2024. L'histoire populaire et sociale, véhiculée par exemple par la télévision publique des années 1960-1970, laisse désormais place à une lecture conservatrice et contre-révolutionnaire où dominent les personnages magnifiés de l'Ancien Régime et de fantasmagiques « racines judéo-chrétiennes », comme l'illustrent les livres de M. Philippe de Villiers et les thèmes d'émission choisis par les animateurs (royalistes) Stéphane Bern (France 2) et Lorant Deutsch (dont le *Métronome* a été adapté sur France 5). L'oubli ou la méconnaissance de l'histoire politique aboutissent parfois à des contresens cocasses. En 2023, pour sortir de la crise des « gilets jaunes », M. Emmanuel Macron ne proposait-il pas « cent jours » d'action et d'apaisement, réveillant sans s'en rendre compte le souvenir du bref retour de Napoléon en 1815 et de sa conclusion fatale, à Waterloo ?

« Un livre de prophéties »

Née avec le renversement de la monarchie absolue en 1789, la vie politique française s'est notamment construite à partir des choix effectués à cette époque : refus ou acceptation de la Révolution, soutien aux régimes imaginés pour la prolonger, la remodeler ou au contraire l'effacer. Ainsi l'historien René Rémond (2) distinguait-il trois familles de droite : légitimistes (partisans d'un système autoritaire appuyé sur le retour des Bourbons), orléanistes (monarchistes libéraux admirateurs des institutions anglaises) et bonapartistes (adeptes de l'Empire napoléonien). Les clivages parlementaires issus de la Révolution dessinèrent ainsi une droite, mais aussi une gauche avec les partisans d'un régime démocratique puis républicain siégeant sur les bancs placés à gauche du président de l'Assemblée. Sous la IIIe et la IVe République, c'est dans cette partie de l'Hémicycle que vinrent logiquement s'asseoir les radicaux, puis les socialistes, enfin les communistes, parfois hâtivement associés aux Girondins ou aux Jacobins (3).

La variété des possibles institutionnels (monarchie, république, empire) et l'étendue d'un spectre politique affiné par la question sociale — posée dès 1789 et solidifiée par le marxisme — donnaient à la vie démocratique française une intensité et une dynamique peu connues sous d'autres latitudes. Ainsi l'historienne Florence Gauthier décrit-elle la Révolution comme « *un livre de prophéties* », dont les pages sont autant de questions (libertés politiques, droits sociaux, etc.) qui trouvent leurs réponses au bout de batailles sans cesse renouvelées au fil des générations. Ces dix ans d'histoire (1789-1799) constituent un enjeu du débat politique tout au long du XIX^e siècle et sous la IIIe République. « *Vous acceptez la République, messieurs, c'est entendu ! Mais acceptez-vous la Révolution ?* », lance ainsi le radical Léon Bourgeois, en 1892, aux catholiques ralliés à la République. La Révolution sert de référence explicite et fixe des caps que chaque époque suit ou réoriente.

L'idée d'arrêter cet élan a toujours existé. Ainsi, le 15 juillet 1791, le député Antoine

Barnave, partisan d'une monarchie constitutionnelle, apostrophe ses collègues de l'Assemblée constituante : *« Je place ici la véritable question. Allons-nous terminer la Révolution, allons-nous la recommencer?... Un pas de plus serait un acte funeste et coupable ; un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté ; un pas de plus dans la ligne de l'égalité, la destruction de la propriété. »* Mais le mouvement était lancé, avec ses contradictions, ses reculs, ses progrès. Il suscite des renversements de régime et alimente toutes sortes d'initiatives politiques. Ainsi, alors que le Second Empire s'effondre sous l'effet de la défaite militaire, la Commune de Paris (1871) naît du *« sentiment patriotique républicain (4) »* et de la mobilisation ouvrière, avant d'être réprimée dans le sang par les troupes de l'Assemblée nationale. Plus tard, Jaurès, semblant répondre à Barnave, inscrit la lutte des classes dans le grand mouvement émancipateur issu de 1789. *« C'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, s'exclame-t-il à la Chambre des députés le 21 novembre 1893, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. »* Une fois le régime solidement installé, en apparence au moins, au tournant du ^{xx}e siècle, les limites de son cadre bourgeois et son dépassement dans une société postcapitaliste structurent le débat à gauche, des radicaux aux socialistes et aux communistes. À droite, seule l'Action française (monarchistes) tente toujours ouvertement d'abattre « la gueuse » pour rétablir le trône et, avec les ligues d'extrême droite, vient menacer l'Assemblée nationale le 6 février 1934.

Mais la débâcle du printemps 1940 rappelle que la partie n'est pas terminée. Le premier des actes constitutionnels de Vichy, le 11 juillet 1940, est de supprimer la république en abrogeant l'amendement Wallon de 1875 (5). Se proclamant « chef de l'État français » après l'adoption, dans la panique, de la loi dite des « pleins pouvoirs », Philippe Pétain gouverne sans Parlement et sans contrôle. Par cette *« divine surprise »*, selon l'expression du leader de l'Action française Charles Maurras, la mouvance contre-révolutionnaire (antidreyfusards, extrême droite monarchiste et catholique, etc.) atteint le sommet de l'État. Considérant le régime de Vichy *« illégitime, nul et non avenue »*, le général de Gaulle forme un gouvernement en exil à Londres, reconnu immédiatement par le Royaume-Uni. Il revendique explicitement la continuité des institutions républicaines face à l'autorité de fait exercée par Vichy dans l'Hexagone. C'est pourquoi l'ordonnance du 9 août 1944 se contente de *« rétablir »* la *« légalité républicaine »* sur le territoire national, déclarant nuls de plein droit les actes de Pétain et de son régime. Rarement la dialectique intrinsèque de la vie politique française sera apparue d'une manière aussi nette et dramatique que durant la période qui s'écoule entre l'effondrement du printemps 1940 et la Libération de 1944, alors que pèse sur le pays une menace existentielle.

Dans la seconde moitié du ^{xx}e siècle, le coup le plus rude porté à la dynamique politique issue de la Révolution française, provoquant presque son arrêt, vient du transfert de compétences essentielles, comme la gestion de la monnaie, à l'échelon européen. À partir des présidences de François Mitterrand (1981-1995) et notamment du traité de Maastricht en 1992, le poids grandissant des choix effectués à Bruxelles va progressivement vider de leur sens les débats autour de l'accomplissement des « prophéties » de 1789. De nos jours, aucun des mouvements et partis qui dominent la vie politique ne discute plus, fondamentalement, le cadre européen, préférant l'aménager.

En investissant presque entièrement le destin politique de la France dans la construction européenne et la mondialisation, Mitterrand et ses successeurs dissolvent progressivement l'imaginaire national issu de 1789 et atomisent l'espace démocratique. Concomitant de la réunion à Paris du G7, le défilé du 14 juillet 1989 (bicentenaire de la Révolution), conçu par le publicitaire Jean-Paul Goude, noie le souvenir de la prise de la Bastille dans une succession de saynètes folkloriques représentant les tribus du monde.

Lors des commémorations de la rafle du Vel'd'Hiv' en 1995, Jacques Chirac affirme que, « *ce jour-là, la France accomplissait l'irréparable* ». Cette déclaration donne l'impression d'effacer les contradictions inhérentes à l'histoire politique du pays que l'affrontement entre Londres et Vichy symbolisait. « *Si l'ordonnance du 9 août 1944 n'était plus reconnue valide, avait averti M. Jean-Pierre Chevènement lors du cinquantenaire des arrestations en juillet 1992, Charles de Gaulle ne serait qu'un général dégradé, déserteur et condamné à mort par contumace, Léon Blum ne serait qu'un homme politique flétri, responsable de la défaite. Les résistants ne seraient que des terroristes. Les Juifs qui ont échappé aux rafles seraient des délinquants, s'étant soustraits à la loi. Les hommes de la Milice et de la LVF [Légion des volontaires français] seraient des anciens combattants, et ceux des maquis ou de la France libre des rebelles* » (*Le Monde*, 18 décembre 1992). Chirac a contribué à refermer le livre de prophéties dont les gouvernements de Mitterrand, en menant au nom de la gauche des politiques de droite, avaient commencé à arracher des pages (6). Les confusions qui naissent à cette période facilitent l'éviscération des mots « Révolution » (titre d'un livre-programme de M. Emmanuel Macron) et « République », désormais accommodés à toutes les sauces.

Guillotines en carton

Le rappel des contradictions et dynamiques de l'histoire politique nationale éclaire d'un jour nouveau certains gestes du président Macron. Très fervent militant de l'intégration européenne, ce dernier met, en quelque sorte, ses pas dans ceux de Barnave. Ainsi affirme-t-il que la France a besoin d'un roi (*Le 1*, 8 juillet 2015), avant de célébrer en grande pompe la réouverture de Notre-Dame de Paris fermée après un incendie entre 2019 et 2024. Il n'est pas sans évoquer ces monarchistes qui n'acceptent la Révolution qu'à condition de la dissoudre dans l'histoire millénaire de la France.

Les repères tirés de l'histoire dialectique de la France paraissent démagnétisés au profit de références, souvent simplistes, issues de l'imaginaire anglo-saxon. Qu'on songe, par exemple, à ces élus qui chantent *La Marseillaise* la main sur le cœur, à l'américaine, au lieu de se tenir simplement droit, comme le veut la tradition. Pourtant, ici ou là, des guillotines (en carton) trébuchées dans les manifestations, le succès croissant des émissions et publications historiques, la force dans la culture populaire d'Alexandre Dumas et d'Hugo, indiquent que le souvenir des prophéties non réalisées de 1789 reste vivace. La Révolution française n'est (peut-être) pas terminée.

-
- (1) Lire Aurélien Bernier, « De Gaulle partout, gaullisme nulle part », *Le Monde diplomatique*, octobre 2025.
 - (2) René Rémond, *Les Droites en France*, Flammarion, Paris, 1954.
 - (3) Lire Benjamin Morel, *La France en miettes*, Cerf, Paris, 2023.
 - (4) Hélène Lewandowski, *La Face cachée de la Commune*, Cerf, 2024.
 - (5) Voté le 30 janvier 1875 par l'Assemblée nationale, l'amendement constitutionnel du député Henri Wallon officialise a posteriori la nature républicaine des institutions françaises nées après la chute du Second Empire.
 - (6) Lire « Vive la crise politique ! », *Le Monde diplomatique*, mai 2002.

Mot clés: [Histoire](#) [Politique](#) [Démocratie](#) [France](#)
